

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 23/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

KNAUF INDUSTRIES EST

5 rue de la Garenne
34 161 VENDARGUES

Référence : 2022-172
Code AIOT : 0006601317

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022 dans l'établissement KNAUF INDUSTRIES EST (ex Isobox) implanté 5 rue de la Garenne Zone Industrielle 34161 VENDARGUES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNAUF INDUSTRIES EST
- 5 rue de la Garenne Zone Industrielle 34161 VENDARGUES
- Code AIOT : 0006601317
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

Le site fabrique des pièces en polystyrène expansé à destination des bâtiments-travaux publics.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » :
 - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
 - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection des installations classées note au vu de la visite de terrain que l'exploitant est en cours de :

- nettoyage des réseau d'eau pluviale extérieures (curage de la terre et des boues présentes),
- réparation d'une fuite sur le TAR au niveau du trou d'homme,
- réparation d'une fuite d'eau de refroidissement des moules à bloc (canalisation de 5 bar) dans le bâtiment de production,
- ajustement d'une alarme de niveau haut pour les condensats de la chaudière.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.1.2.	/	Sans objet
2	Captage et épuration des rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.1.	/	Sans objet
3	Combustibles utilisés	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1.	/	Sans objet
4	Emissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.	/	Sans objet
5	Emissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10.	/	Sans objet
6	Emissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.	/	Sans objet
7	Emissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4.	/	Sans objet
8	Chaudière	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non conformité majeure n'est relevée. L'exploitant veille lors du retour sous 15 jours de ses remarques sur le présent rapport à confirmer que les 2 extincteurs sont accessibles et que les travaux précisés dans le bilan des constats hors points de contrôle sont réalisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.1.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport du Contrôle périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. [...]
Constats : Depuis la notification de l'APEC du site (mars 2019) l'exploitant est tenu de faire procéder aux contrôles périodiques des rubriques d'activité qui y sont soumises (DC sur 2910, 2921, 2791). Sachant qu'auparavant le site était soumis à autorisation, et que le site n'est pas certifié ISO 14000, le délai de réalisation des contrôles périodiques est de 5 ans à compter de mars 2019. L'exploitant veille à réaliser le contrôle périodique sur les 3 rubriques DC avant mars 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Captage et épuration des rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Débouché des cheminées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Le débouché des cheminées a une direction verticale et ne comporte pas d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois ...)
Constats : L'inspection a procédé au contrôle visuel du débouché de la cheminée. Celui-ci a une direction verticale et ne comporte pas d'obstacles à la diffusion des gaz.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Combustibles utilisés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Nature des combustibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration et aux caractéristiques préconisées par le constructeur des appareils de combustion. Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A. Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.
Constats : Le combustible utilisé est le gaz naturel : combustible déclaré dans le dossier de l'exploitant et combustible correspondant aux caractéristiques préconisées par le constructeur de l'appareil de combustion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de référence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites d'émissions [...] sont applicables aux autres installations que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières. Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm ³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm ³) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.
Constats : Vu le rapport B.V. n°8152996/43.1.1.R du 25/03/2022 ne présentant aucune non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10.
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des non-conformités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de non-respect des valeurs limites d'émission [...], l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.
Constats : Les documents réglementaires notamment de contrôles de la chaudière sont archivés informatiquement et consultables aisément. Il en va de même, pour le cas échéant des relevés de mesure prises pour rétablir une conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure périodique des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser au moins tous les 3 ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les 2 ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement [...] une mesure [...] dans les gaz rejetés à l'atmosphère [...]
Constats : La fréquence des contrôles des rejets atmosphériques est respectée (2 ans).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance des systèmes de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. – Lorsque l'installation met en oeuvre des dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant. II. – Lorsque l'installation met en oeuvre des dispositifs de désulfuration des gaz aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant. III. – Pour les installations de combustion équipées d'un dispositif de traitement secondaire des NOx pour respecter les valeurs limites d'émission, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.
Constats : Article non applicable (pas de dispositif de traitement particulier pour les chaudières à gaz naturel).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Chauffage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Livret de chauffage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chauffage. En outre, la tenue du livret de chauffage est réalisée conformément à l'annexe de l'arrêté du 2 octobre 2009 (relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kW et inférieure à 20 MW).
Constats : Vu le dernier contrôle d'efficacité énergétique de Viessmann de mai 2022 (prochain passage prévu en janvier 2023) : le rendement est conforme par rapport aux performances attendues de la chaudière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. [...]
Constats : Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté deux extincteurs non accessibles : des produits finis sont stockés contre ces extincteurs. L'exploitant veille à rendre accessibles les deux extincteurs et le justifie par un retour mél de photos.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet